

T'OKUP' n°70/

Décembre 2007

www.squat.net/ea

gratuit bien-sûr!

PRESENTATION: Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Squats dead or alive

Procès du squat de la Laiterie

Procès pour violation de domicile aux squatters de la Laiterie. Les maisons à celles et ceux qui les font vivre est bien plus qu'un simple slogan. 9 ans de vide évité pour cette maison !

Marterey 23, décembre 1998. Les dernier-ère-s habitant-e-s (la laitière et les membres de l'ALJF) sont viré-e-s des lieux pour un projet qui ne verra jamais le jour. La maison, rendue inhabitable, est abandonnée aux pigeons.

6 ans, pendant lesquels cet immeuble vide fut une insulte au cœur d'une ville où il est toujours plus difficile de se loger. Le 7 septembre 2004, nous l'occupons, sortant gravats et pigeons.

3 ans de "choses-à-vivre" pour nous et pour la maison.

Il y a eu les travaux de remise en état : isolation du toit, remplacement partiel de la couverture, réparation des verrières et de la ferblanterie, remplacement des fenêtres et remise en fonction des installations sanitaires, et ceux d'aménagements intérieurs : réhabilitation des conduits de cheminée existants, installation de chauffages à bois, transformation d'appartements en espaces communs généreux.

Il y a aussi nos activités (salon de thé, petites fêtes de quartiers avec concerts et cinéma, salle de sport, mise en place d'ateliers de menuiserie et serrurerie) et surtout une présence quotidienne.

3 ans de "démarches-à-illusion" : proposition d'un contrat de prêt-à-usage avec la garantie de notre départ au début des travaux, tentative de médiation par la ville, séances de conciliation avec le propriétaire, banque de son état. Et comme réponse, dialogue de sourds, pas d'illusion : une plainte pour violation de domicile, « des squatters n'ont pas à faire pression sur une Banque », dit leur juriste.

Le 27 novembre 2007, nous sommes jugéEs pour avoir fait revivre un bâtiment condamné.

A l'heure actuelle, aucun projet ne se concrétise sur cette maison. Ce procès est une sanction arbitraire, juste pour montrer une fois encore à qui sert la Loi.

**Parce que nous ne croyons pas à leur justice
Parce que c'est fatiguant et déprimant d'être dans un tribunal gris
Parce que c'est cher pour rien et qu'on a d'autres choses à vivre
Parce qu'à plusieurs on a plus chaud, et des fois même on rigole
Votre soutien est le bienvenu !**



**Rendez-vous au procès à 8h30, le 27.11
devant le tribunal de Montbenon**

15 décembre: fête de soutien Laiterie à l'espace autogéré: concerts, amuses-bouches, cocktails et disco rigolo. Plus de détails à venir !

Manif pour la maison de paille

Sa 1^{er} décembre 2007, 14h, Palud

Le 24 août passé nous avons commencé l'autoconstruction d'une maison autonome et écologique sur un terrain inutilisé entre l'avenue César-Roux et la rue St-Martin.

Maison respirante, biodégradable, peu gourmande, autonome en énergie et en eau. Respecter le terrain et enrichir le potager au lieu de polluer.

L'autoconstruction comme une réponse radicalement différente au problème du logement. Le choix des matériaux et des techniques écologiques par nécessité de concrétiser les réflexions engagées depuis déjà 40 ans. L'emplacement, la manière, parce que ces problèmes nous concernent touTEs et qu'il y a urgence!



L'ultimatum est fixé au 20 novembre.

La municipalité veut évacuer et démolir la maison, ne considérant que l'aspect légal, sous prétexte que le terrain est inconstructible. Nous avons recueilli 2000 signatures de soutien.

Lausanne, le développement, toujours plus d'énergie consommée, toujours plus de béton. Les loyers ne cessent d'augmenter, le prix des terrains explose. Pour que le logement ne soit plus une marchandise, il faut oser se l'approprier, oser la créativité.

Il n'y a pas de loi pour l'innovation, pas de changement culturel sans transgression!

Nous demandons une tolérance pour cet habitat, le temps d'obtenir un autre terrain et d'y construire une maison plus grande. Une expérimentation sociale et écologique pour infléchir la fatalité.

Les autorités nous refusent notre habitat.

Elles nient l'urgence pourtant manifeste de prendre acte et d'agir.

Pas d'évacuation avant la construction d'une autre maison !

► Programme en dernière page

Squats dead or alive

Des concerts et des jeux à Malley!

Le squat du rond point, à la prairie, Malley organise enfin ses premiers concerts jeudi 22 novembre! On les attendait impatientement car en effet, depuis l'occup' au mois d'août dernier, les occupant-e-s travaillent avec acharnement pour aménager la maison qui était premièrement vouée à la démolition avant d'être l'objet d'un projet de rénovation pour y aménager des chambres d'étudiants (cf Tokup 69).

Malgré le début des travaux de rénovation annoncé normalement pour janvier 2008, les habitants se donnent corps et âmes pour l'aménagement d'espaces car le bâtiment offre de nombreuses possibilités pour y organiser diverses activités / ateliers. En plus de la salle de concert, l'installation d'un bistro-jeux est d'ailleurs également en cours, où des bouffes y seront régulièrement organisées ainsi que des soirées jeux. L'inauguration devrait avoir lieu dans les semaines qui viennent.

Du nouveau, pourtant, de la part de la Municipalité de Lausanne, propriétaire du bâtiment, qui dès le départ avait refusé toute négociation en vue d'un contrat de confiance, ainsi que tout ce qui pourrait aller dans le sens d'un cautionnement de notre présence dans l'immeuble de leur part (mise à disposition d'une benne pour vider les gravats). L'occupation avait toutefois jusqu'à maintenant été tolérée. Mais le 15 novembre dernier, une demande de départ immédiat nous a été transmise, suite à un rapport d'"experts" venus visiter la maison en vue des travaux de rénovation prochains. Celui-ci avance plusieurs arguments concernant le danger de la maison, arguments que nous jugeons infondés, d'autant plus venant de l'entreprise qui doit faire les travaux de rénovation et qui a donc tout intérêt à ce qu'ils commencent le plus tôt possible.

Les dangers seraient selon eux le risque d'affaissement des planchers par les gravats, ceux pour lesquels les moyens d'évacuation nous avaient été refusés! Ou encore les canaux de cheminées qui ne seraient pas adaptés pour y brancher des poêles... On doute fort que les cheminées d'une maison datant du début du siècle passé, et qui présentaient des dépôts de suie ne soient pas adaptés à la combustion... D'autant plus que des poêles à mazout individuels ont été trouvés sur plusieurs étage de la maison à notre arrivée. Mais les anciens propriétaires n'étaient pas nécessairement aussi consciencieux concernant la santé de leurs "locataires" que notre Mère la Municipalité de Lausanne l'est, nous dit-on...

Outre la validité prouvée ou non des points avancés par le rapport, ceux-ci pourraient concerner n'importe quel autre hypothético-danger que présente une maison vide et innocuée depuis plusieurs années. C'est un moyen de pression de la part de la ville qui saute sur l'occasion d'un rapport d'experts pour tenter de nous intimider. De plus, la légitimité de leurs arguments serait fondée sur le fait qu'ils sortent de la bouche de professionnels. Par contre une contre-expertise – par des professionnels également – et demandée par nos soins ne changerait rien à la position de la Municipalité, nous répond-t-on. Prétexa donc pour nous presser de partir, alors que nous nous sommes dès le départ engagés à partir dès le début des travaux.

Il n'y aurait pas selon eux d'autre terrain d'entente que de nous voir partir, raison pour laquelle on nous refuse une rencontre avec Mme Krebs du service du logement, dans le but de lui montrer que ces arguments ont été formulés à la hâte.

Conclusion de tout cela: le combat est toujours le même et porte sur la validité d'installations qui ne sont pas le travail de professionnels et qui ne répondent pas à des normes servant entre autre l'économie de marché et le monopole des aménagements et construction de nos habitations par certaines industries.

Nous voulons en squattant nous réapproprier nos habitats et leur aménagement, et y créer une vie participative et collective.

A cela s'ajoute la question de la responsabilité. Il doit toujours y avoir un responsable et c'est toujours l'autre... Ainsi l'entreprise de rénovation se décharge de toute responsabilité en signalant de potentiels dangers à la Municipalité. Celle-ci doit alors s'en décharger à son tour en nous sommant de partir - rappelons en passant qu'un contrat de confiance pourrait stipuler entre autre une décharge de responsabilité de la part des propriétaires...

Nous demandons la responsabilité de nos existences. Nous demandons d'être autre chose que des pions pour lesquels on stipule sur l'emballage les responsabilités pour lesquelles on ne veut pas être tenu pour responsable.

Alors squateurEUSE, amiE, sympathisantE, viens nous rendre visite à Malley pour une bière, un concert ou un jeux!

Bons tuyaux de Lausanne

Bétisier municipal

Interviewé par la Berner Zeitung (3.11.07), Daniel Brélaz vante son modèle droitier outre-Sarine et déballe sa phobie pathologique des alternatifs. Extraits.

"A Lausanne, la municipalité rouge-verte est absolument capable d'intervenir (...). Nous avons ainsi déjà évacué un squat au petit matin avec 100 policiers " (fait-il allusion à la Riposte, murée pendant 3 ans et désormais terrain vague??).

A propos de la maison de paille: "Nous leur avons fixé un ultimatum à mi-novembre. S'ils sont encore dans la maison illégale, ils seront évacués par la police pour que la démolition puisse commencer." (après cela, il traite les alternatifs de casseurs...)

"Il est difficile de mener une politique de sécurité: les élus les plus à gauche, qu'ils soient verts, communistes ou socialistes, ont le plus souvent une dénigration naturelle contre la police et la répression et aussi une sympathie naturelle pour les fauteurs de troubles".

"Même avec une large majorité dans une coalition exécutive, il faut être conscient qu'on perd son crédit, son pouvoir et qu'on a plus les pieds sur terre si on applique une politique qui contente 2% des électeurs. De plus, on ne peut même pas être sûr que les anarchistes vont se rendre aux urnes."

A propos de la manif anti-UDC de Berne: "le black bloc est devenu le meilleur allié de l'UDC" (est-ce qu'il l'a lu dans le Blick??)

Genève

Les mal-logés s'organisent

Depuis cet été à Genève, pour ceux qui n'ont pas bien suivi: 3 maisons ont été évacuées, une centaine de personnes à la rue, plus de cave12, plus de crèche autogérée, plus d'infokiosque; 4 bâtiments occupés, en tout 4'500 m2 de surfaces où vivre, évacués afin d'être rendus au vide.

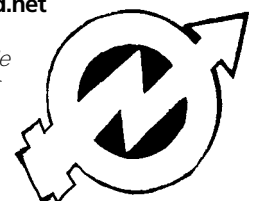
Nos actions vont continuer! Et parce que l'habitat ne concerne pas (et de loin!) que les squatteurs, on ne pourra pas faire l'économie de se mettre ensemble pour mener à bien nos luttes. Les occupations vont continuer.

L'assemblée des mal-logés se met peu à peu en place. C'est une initiative lancée en septembre dernier suite à discussion sur le logement dans le cadre de la fête du quartier des Grottes. Le but est de réunir des individus et des groupes concernés par toutes les questions liées au logement (loyers, organisation de l'espace en ville, formes d'habitat, etc.) et de rouvrir le débat autour de ces questions. Un premier événement est en préparation. Il devrait y avoir de la musique, des repas en commun, des ateliers, un "mur des logementations" où chacun-e pourra témoigner de ses propres difficultés avec le logement.

Des réunions de préparation se tiennent chaque dimanche à 18h à la Buvette (Ecurie, îlot 13).

<http://mal-loges.slnd.net>

(adapté du Roberta de novembre, édité par l'Intersquat de Genève, inforoberta@no-log.org)



Retour sur l'échec du défilé UDC le 6 octobre à Berne

Contexte

Dans le cadre de la campagne pour les élections au Conseil national et Conseil des Etats, l'UDC a appelé à une grande manifestation dans la ville de Berne. Un des objectifs de ce parti au programme raciste et xénophobe était de réunir 10'000 personnes à la Fosse aux ours, traverser la vieille ville et terminer la manifestation sur la place fédérale. Les discours de leurs deux Conseillers fédéraux, Samuel Schmid et Christoph Blocher devaient clôturer la manifestation.

Pour rappel, les villes de Suisse ont été tapissées d'affiches représentant des moutons blancs sur le drapeau suisse poussant un mouton noir hors du pré-carré helvétique dans un premier temps, puis d'affiches avec le portrait de Ch. Blocher avec comme slogan « Soutenez Blocher, votez UDC ». Dans le canton du Valais, s'ajoutait à cette panoplie une affiche ouvertement anti-musulmane, clairement insultante.

En parallèle, ce parti a également lancé quatre initiatives populaires contre les personnes étrangères.

Dans ce contexte, le groupe « Mouton noir » s'est créé et a demandé l'autorisation de pouvoir manifester le 6 octobre à Berne. Cette autorisation a été refusée et le groupe a organisé un rassemblement sur la place de la Cathédrale avec différentes activités. Ce rassemblement était « toléré » par les autorités de la ville bernoise.

La journée du 6 octobre

L'appel de l'UDC à une grande manifestation populaire a été un flop, ce que les médias n'ont pas jugé bon de relever, sauf exception. En effet, durant tout l'après-midi, le nombre de personnes participant à cette manifestation a été largement inférieur aux prévisions de l'UDC. Durant la journée, les médias ont annoncé environ 5000 personnes. Ce n'est que lorsque l'UDC a publié son communiqué de presse faisant état de 10'000 participant-e-s, que la majorité des médias s'est alignée sur ce chiffre, sans que l'on puisse comprendre pourquoi les estimations de l'après-midi ont été abandonnées.

Des groupes d'extrême-droite néo-nazis sillonnaient la ville de Berne et ont rejoint la manifestation de l'UDC.

Le rassemblement de la place de la Cathédrale a connu un vif succès, malgré les intimidations policières. Environ 3000 personnes s'y sont rendues. Il a été entièrement encerclé par la police anti-émeute, avec des camions grillagés, dès le début de l'après-midi. Curieusement, deux issues étaient sans surveillance.

Avant le départ du défilé de l'UDC, des personnes se sont posées sur son trajet. Elles se sont assises sur la chaussée, organisant ainsi un blocage, sans usage de matériel. La police les a chargées, gazées et a tiré des balles en caoutchouc.

A la suite de l'évacuation de ce premier blocage, une barricade a été dressée et incendiée, un peu plus loin, toujours sur le tracé du défilé. Ces blocages ont fait obstacle à la manifestation de l'UDC.

Pendant ce temps, des groupes ont pu atteindre la place du Palais fédéral et ont réussi à saboter les installations de l'UDC, à savoir la scène, la sono et quelques stands politiques et de nourriture.

Compte tenu de ces différentes actions, les organisateurs/trices ont alors renoncé à défilé dans la ville de Berne.

Par ailleurs, en début d'après-midi, le conseiller fédéral Samuel Schmid a déclaré publiquement qu'il ne participerait pas au défilé, au vu de la présence de groupes néo-nazis, dont il a voulu se distancer en ce qui le concernait. On notera que cette présence n'a pas dérangé l'autre conseiller fédéral et les autres élu-e-s de l'UDC.

La nouvelle du blocage réussi du défilé de l'UDC a été accueillie avec contentement par la foule réunie sur la place de la Cathédrale.

A plusieurs reprises, des gaz lacrymogènes sont parvenus sur la place... Alors que des enfants étaient présent-e-s.

Quelques commentaires

Il a été tout à fait consternant d'entendre les commentaires des médias le soir même et les jours suivants. Rien n'a été dit ou presque sur la manifestation de l'UDC, sur son sens, sur son flop, sur les raisons de son flop. L'image qui a été donnée de cette journée est celle d'une ville « mise à sac » par des « casseurs/euses »; l'accent a été mis exclusivement sur la supposée violation de la liberté d'expression et de manifester de l'UDC; successivement, le souci a émergé de l'image de la Suisse à l'étranger, non pas à cause des xénophobes et des racistes, mais à cause des « casseurs/euses »!

L'ensemble de ces événements et la façon dont ils ont été relatés, appelle tout de même un certain nombre de commentaires, sans détour et avec détermination.

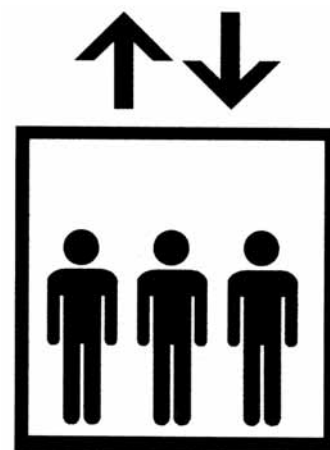
Rappelons que le climat politique actuel en Suisse est fascisant. Il aura fallu Pascal Couchepin, qui n'est pas connu pour ses positions radicalement à gauche, pour le relever dans une déclaration à la presse durant le mois de septembre 2007. Rappelons aussi, et cette fois sans Pascal Couchepin, que l'UDC n'est pas seule responsable de ce climat: si cette forma-

tion est championne pour faire tomber les tabous par ses déclarations outrancières, attaquant les personnes étrangères et les droits sociaux (chômeuses/eurs, personnes à l'assurance invalidité, personnes âgées, malades, etc), il n'en reste pas moins que les autres partis bourgeois en profitent bien pour déployer leur programme de démantèlement social. Quant aux partis de la gauche institutionnelle, ils s'obstinent à trouver cette engeance tout à fait fréquentable; ils/elles siègent dans les mêmes parlements et collaborent dans les mêmes gouvernements; jusqu'à un certain point, ils/elles suivent les impulsions politiques de la droite en mettant en oeuvre des programmes bien éloignés de ce qui devrait être leur pensée.

Hormis quelques rares et courageuses exceptions, les représentant-e-s de la gauche institutionnelle n'étaient pas dans la rue pour contrer l'avancée de l'UDC, pour contrer le racisme et la xénophobie, pour montrer que le « peuple » n'est pas le monopole de l'UDC et qu'il y a dans ce pays des personnes qui portent un autre projet de société!

Ce qui s'est passé à Berne est réjouissant: la honte aurait été que l'UDC défile à travers la ville, se rassemble sur la place fédérale, sans avoir aucune résistance face à elle. Rappelons que l'imagerie que véhiculait ce que certain-e-s à l'UDC ont appelé la « marche sur Berne », allusion à la « marche sur Rome » de Mussolini », était celle du « peuple » portant Ch. Blocher au Palais fédéral. Au lieu de ségosiller à critiquer les « casseurs/euses », en occultant le sens politique des actions de blocage et de sabotage; au lieu de se laisser entraîner dans le discours manipulateur sur la liberté d'expression des premiers/ères casseurs/euses de cette même liberté, on serait mieux inspiré-e d'accueillir favorablement et d'encourager toutes oppositions à l'avancée de la droite dure.

*Groupe anti-répression Lausanne
octobre 2007*



Chômage

NON à un Etat ficheur-fouineur!

La coordination des praticienNEs RAS et l'ADC ont mené le 30 octobre une action « semi-symbolique » contre la signature de la "procuration générale", document mettant réellement à nu les "bénéficiaires" du revenu d'insertion (anciennement aide sociale, RMR).

L'ADC et la coordination s'opposent vivement à cette pratique. Afin de le démontrer, des membres de l'ADC ont remis aux membres du Grand Conseil une procuration adaptée à la situation des députéEs et se sont à moitié dévêtuEs en ne portant qu'un T-shirt indiquant « Si elle (la procuracion) passe, j'enlève le haut).

Les membres de la coordination ont remis une pétition signée par plus de 250 employéEs des services sociaux du canton et ont distribué un tract expliquant leur point de vue aux députéEs (ci-après).

Les innocentEs n'ont rien à craindre sauf de perdre leur dignité!

"En janvier 2006, la nouvelle loi sur l'action sociale vaudoise (LASV) et son règlement (RASV) entraînent

en vigueur. Dès 2008, le DSAS a le projet de faire signer systématiquement une procuracion générale à toute personne demandant le RI. Elle permet d'enquêter dans le dos des usagères et usagers des services sociaux. Les autorités d'application du RI pourront dès lors en tout temps récolter toute une série d'informations sensibles et souvent non pertinentes pour découvrir d'éventuels fraudeurs!. Le secret bancaire ou la protection de la sphère privée seront ainsi mis en péril. Avec la signature systématique d'une telle procuracion, toute personne demandant le RI sera stigmatisée comme fraudeuse potentielle, avant même de pouvoir se présenter et expliquer sa situation.

Les praticiennes et praticiens de l'action sociale s'inquiètent de cette exigence et de son automaticité. En effet, tout demandeur du RI n'est pas un abuseur en puissance! Il amène déjà une quantité non négligeable de documents non seulement lors des premiers entretiens, mais aussi lors de l'évaluation annuelle de sa demande RI. Nous, les professionnels et professionnelles du service social vaudois, estimons que tout bénéficiaire du RI a le droit au respect de sa vie privée et à la présomption d'innocence. (...) Ce n'est pas la procuracion mais la méfiance qui est générale!"

ASSOCIATION DE DEFENSE DES
CHOMEUSES ET CHOMEURS (ADC)

Asile

Non aux expulsions!

Nouvelles manifs en vue contre l'attitude bornée du canon.

Le 30 octobre, plusieurs pétitions pour des personnes migrantes menacées d'expulsion ont été discutées au Grand conseil. Toutes ont été soutenues par les députéEs. Le Conseil d'état est donc censé réétudier les dossiers... Mais Philippe Leuba, conseiller d'état en charge des questions de migrations, a affirmé à la tribune qu'il s'en tiendrait à sa position ultra-légaliste et qu'il ne ferait donc rien pour ces personnes. Et lorsque certain-es députéEs ont déclaré ne pas se satisfaire de sa réponse, il s'est visiblement énervé, avant de jeter avec rage une série de documents sur son pupitre... Dans le même temps, l'état planifie l'expulsion de leur logement de toutes les personnes à qui l'asile a été refusé. C'est sa façon d'appliquer les nouvelles lois fédérales racistes adoptées l'an passé.

Une première manif a eu lieu le 13 novembre à l'appel du groupe "non aux expulsions" et s'est rendue devant le service de la population. Nous reviendrons tant qu'il le faudra.

(adapté du tract distribué à la manif)



Prochaine action

NON au déménagement forcé des requérant-es d'asile débouté-es.

vendredi 23 novembre, Palud, 18h

Etats Généraux de l'asile et de la migration
Groupe actionS

Manifestation de soutien pour la maison de paille

samedi 1^{er} décembre 2007, 14h, pl. de la Palud

Soirées de soutien à la maison de paille

lundi 19 nov. 21h cinéma Oblò, av. de France 9
lecture + concert
Delphine Horst, comédienne
D'incise, musicien + invités

jeudi 22 nov. 21h théâtre 2.21, rue de l'Industrie 10
lecture + concert
Jacques Probst, comédien
Daniel Perrin, musicien
AbSTRAL compost, poète sonore
Benoît Moreau, musicien
Piero SK, musicien

jeudi 29 nov. 21h cinéma Oblò, av. de France 9
lecture + musique
Freddo l'espagnol, comédien
John Menoud, musicien + invités

théâtre 2.21, rue de l'Industrie 10, www.theatre221.ch
cinéma Oblò, av. de France 9, www.oblo.ch
entrées libres

agenda

www.squat.net/ea

... en NOVEMBRE

Jeu 22 à 22h : Squat du Rond Point (Malley), Concerts

Ven 23 à 18h: Place de la Palud Lozane
MANIF CONTRE LE DÉMÉNAGEMENT FORCÉ DES REQUÉRANT-E-S D'ASILE DÉBOUTÉ-E-S

Jeu 29 à 22h : Espace Autogéré, concerts.
KORNREINIGER (electro pop hip-hop, berlin),
TENDANCE CATALOGUE (pop synthétique, Lozane)

... en DECEMBRE

Sam 1er à 14h: Place de la Palud, Lozane
MANIF POUR LA MAISON DE PAILLE

Sam 15 à 22h : Espace Autogéré, **SOIRÉE DE SOUTIEN À LA LAITERIE**, bouffe, concerts, disco & co

ACTIVITÉS FIXES

Le Potage de Plombs, restaurant végétarien, chaque jeudi à 20h. Espace autogéré.